

## Faute d'emplois créés, GE finance un fonds de réindustrialisation

Par Véronique Le Billon - Edition du 6 février 2019

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0600640461341-faute-demplois-creees-ge-finance-un-fonds-de-reindustrialisation-2242203.php>

# Faute d'emplois créés, GE finance un fonds de réindustrialisation



Loïc Venance/ATP

Depuis plus d'un an, il était devenu clair que la promesse du groupe américain ne serait pas tenue.

**Le conglomérat américain n'a créé que 25 emplois nets contre les 1.000 promis lors du rachat des activités énergie d'Alstom.**

**La pénalité de 50 millions d'euros dotera un fonds logé à la Caisse des Dépôts.**

**Véronique Le Billon**  
@VLeBillon

Des millions plutôt que des emplois. Faute d'avoir créé les 1.000 emplois nets promis à fin 2018 lors du rachat de la branche énergie d'Alstom en 2015, General Electric « a confirmé la création d'un fonds de réindustrialisation doté de 50 millions d'euros, qui sera logé à la Caisse des Dépôts et Consignations », a indiqué mardi le ministère de l'Économie dans un communiqué, à l'issue d'un comité de suivi.

Si GE a recruté 3.000 personnes en France ces trois dernières années, cela n'a représenté que 25 emplois nets sur la période. Pour parer aux critiques sur le rachat surprise d'un grand acteur français, le groupe américain avait signé avec l'État une série d'engagements, parmi lesquels celui de verser, en cas de non-respect de sa promesse sur l'emploi, 50.000 euros par poste manquant.

Depuis plus d'un an, il était devenu clair que la promesse ne serait pas tenue. En avril l'an dernier, le PDG de GE, John Flannery, était venu à Paris confirmer que l'objectif n'était plus atteignable. A ce moment, toutefois, le solde net de créations de postes s'établissait encore à 323 emplois : des postes avaient notamment été créés dans le numérique, avec le lancement d'une « fonderie digitale », ou dans les services financiers, à Belfort. Depuis, John Flannery a été remercié et la conjoncture s'est encore dégradée pour GE. En France, le groupe a mis en œuvre un plan de départs important à Grenoble, dans ses activités hydrauliques.

Le solde de 25 emplois nets créés par GE en France ne sera d'ailleurs que temporaire,

et il devrait rapidement passer dans le rouge. L'industriel américain a déjà annoncé qu'il envisageait jusqu'à 470 suppressions de postes dans l'Hexagone.

### Les renouvelables prennent du poids

La gouvernance du fonds de réindustrialisation, qui sera financé par l'amende de GE, reste à préciser. « Ce fonds sera piloté par un comité présidé par une personnalité spécialiste de l'industrie qui associera, outre des représentants désignés par l'entreprise, les collectivités concernées, notamment la ville de Belfort, ainsi que les services de l'État », a indiqué Bercy.

De son côté, GE préfère rappeler qu'il tient ses engagements en matière de localisation de ses activités dans les énergies renouvelables. Le pôle géré par l'ex-Alstom Jérôme Péresse vient d'ailleurs de prendre du poids, dans le cadre de la réorganisation des activités de GE dans l'énergie. Comme GE s'y était aussi engagé en 2015, un Français – Sébastien Bazin – est toujours membre du conseil d'administration de GE. ■